

Antonio Guterres accusé d'oublier les droits de l'homme aux Nations unies

Le secrétaire général de l'ONU est critiqué pour sa prudence face aux grandes puissances qui affichent leur dédain pour le respect des droits fondamentaux.

Par Marie Bourreau · Publié aujourd'hui à 11h19

Article réservé aux abonnés



Un camp de réfugiés syriens près de la ville de Maarrat Misrin, dans la province d'Idlib, le 22 février. AREF TAMMAWI / AFP

Son discours devait être « *majeur* ». Un « *appel à l'action* » et à réveiller les consciences du monde face aux assauts répétés contre les droits humains. La salle XX du Palais des nations était comble, selon divers observateurs, pour entendre le secrétaire général, Antonio Guterres, ouvrir les travaux de la 43^e session du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies (ONU), lundi 24 février, à Genève.

Il a pourtant fallu lire ce discours entre les lignes pour y deviner des critiques. Des civils sont « *pris au piège dans des enclaves déchirées par la guerre, affamés et bombardés, en violation manifeste du droit international* », s'alarme M. Guterres dans une référence à la catastrophe humanitaire en cours à Idlib. Un peu plus tard, il dénonce le sort des journalistes « *tués ou harcelés parce qu'ils ne cherchaient qu'à faire leur travail* », en écho au meurtre du dissident et journaliste du *Washington Post* Jamal Khashoggi, orchestré par l'Arabie saoudite.

Dans l'assemblée de diplomates venue l'écouter, le discours est mal accueilli. « *Guterres n'a nommé ni accusé personne* », regrette une source diplomatique française. A la place, le secrétaire général s'est engagé à avancer sur sept points, les moins clivants politiquement : la question des droits de l'homme liée au changement climatique, la lutte contre les inégalités, les droits humains à l'ère du numérique ou encore l'égalité des genres.

« Mauvais procès »

« *On ne veut pas le blâmer, mais cela fait trois ans que c'est ainsi* », s'agace cette source française, alors que Paris est venu annoncer sa candidature pour rejoindre le Conseil des droits de l'homme pour la période 2021-2023. Nommé à la tête de l'ONU, le 6 octobre 2016, l'ex-premier ministre portugais, qui a passé dix ans à la tête du Haut-Commissariat aux réfugiés, est accusé de ne pas avoir assez endossé le rôle de premier défenseur des droits humains, l'un des trois piliers des Nations unies.

« *Mauvais procès* », disent ses soutiens, qui rappellent « *le timing dramatique de sa nomination* » avec l'arrivée surprise, au même moment, à Washington, d'un président Donald Trump hostile à l'ONU et au multilatéralisme et décidé à réduire drastiquement sa participation financière aux budgets d'une organisation déjà dans le rouge. « *Il a eu les mains liées dès le départ* », explique un ex-diplomate à New York. « *Son obsession a été de garder un canal de dialogue avec Washington et le Congrès pour maintenir l'organisation à flot.* »

Lire aussi | [La Chine veut imposer sa vision des droits de l'Homme](#)

Mais, à l'heure de la présidence Trump, dans un monde post-multilatéral affaibli, les digues ont été brisées. « *Les hommes forts* » – Vladimir Poutine en Russie, Donald Trump aux Etats-Unis ou Xi Jinping en Chine –, membres permanents du Conseil de sécurité, mais aussi Recep Tayyip Erdogan, en Turquie, Mohammed Ben Salman (« MBS »), en Arabie saoudite, ou Narendra Modi, en Inde, se mettent à revendiquer et à assumer ouvertement leur dédain pour les droits de l'homme.

Depuis la tour de verre, au bord de l'East River, où se trouve le siège onusien à New York, le secrétaire général considère qu'il serait « *contre-productif* » de s'aliéner ces Etats. « *Il faut apprécier cette position à l'aune de la situation de l'ONU. C'est un choix raisonné. Est-il pour autant raisonnable ?* », dit une source diplomatique.

Parti des Nations unies en décembre 2019, Andrew Gilmour, l'ex-assistant pour les droits de l'homme de M. Guterres, a dénoncé, dans un courriel que le magazine *Foreign Policy* a pu consulter, la déférence excessive du secrétariat à l'égard de puissants Etats membres.

« Pas toujours cohérent »

Le silence d'Antonio Guterres est assourdissant. En voyage à Pékin – devenu le deuxième contributeur au budget de l'ONU – pour un sommet sur les « nouvelles routes de la soie » au printemps 2019, Antonio Guterres s'abstient de parler publiquement du sort du million de membres de la minorité ouïgoure détenus dans des centres d'internement de la région du Xinjiang. Accusé de mener une « *diplomatie discrète* » sans effet, M. Guterres se défend lors d'une rencontre avec la presse en septembre 2019 : « *Je ne connais personne qui ait été plus consistant et plus clair avec les autorités chinoises à ce sujet que moi.* » Il a également refusé d'user de son poids pour lancer une enquête

internationale et indépendante sur le meurtre de Jamal Khashoggi.

Lire aussi | [Droits de l'homme en Chine : un enjeu planétaire](#)

Chez les défenseurs des droits humains, on s'alarme de ces choix qui rendent le secrétaire général inaudible. « *L'ONU est étonnamment modérée sur les violences policières à Hongkong, mais prompte à condamner celles au Chili* », affirme un membre de la société civile, en visant aussi la haut-commissaire aux droits de l'homme, Michelle Bachelet. L'ancienne présidente chilienne est accusée de ne pas être aussi déterminée que son prédécesseur, le prince jordanien Zeid Ra'ad Al-Hussein, qui n'avait pas hésité à se mettre à dos les Etats les plus puissants, fort de son credo « *personne ne se souviendra de vous pour votre silence* ».

M. Guterres s'abstient ainsi toujours de nommer les coupables du désastre humanitaire en cours à Idlib, en Syrie : la Russie, la Syrie et la Turquie. Eternelle question de l'efficacité du *naming and shaming* (« nommer et couvrir de honte »). « *La diplomatie publique et la diplomatie plus discrète sont toutes les deux vitales et non exclusives* », soutient Phil Lynch, directeur du service international pour les droits de l'homme. « *Malheureusement, M. Guterres n'a pas toujours été cohérent lorsqu'il s'agit d'affronter des Etats puissants ou politiquement influents.* »

Les assauts répétés des grandes puissances

La lente érosion des droits humains avait certes commencé avant M. Guterres : il n'a pas réussi à l'endiguer. Le système vacille sous les assauts répétés des grandes puissances : des Etats-Unis contre les droits sexuels et reproductifs ou contre la Cour pénale internationale, de la Chine et de la Russie qui musellent la société civile et font obstruction à tout ce qui est lié aux droits humains, que ce soit dans les résolutions politiques, dans l'organigramme de l'ONU ou dans ses budgets.

Lire aussi | [Zeid Ra'ad Al-Hussein : « Les violations des droits de l'homme d'aujourd'hui sont les conflits de demain »](#)

Les secousses sont particulièrement ressenties au Conseil des droits de l'homme, principale enceinte du système onusien capable d'aborder des sujets-clés comme la migration, le contre-terrorisme et la protection des femmes, des personnes LGBT, des personnes handicapées et de lancer des enquêtes sur les violations des droits en Syrie, au Venezuela, au Burundi ou au Yémen. Ulcérés par son approche jugée partielle contre Israël, les Américains l'ont quitté en juin 2018 et de nombreux Etats membres critiquent son manque de crédibilité en acceptant, en son sein, des Etats autoritaires.

Lire aussi | [Les Etats-Unis quittent le Conseil des droits de l'homme de l'ONU](#)

Parent pauvre de l'ONU – le budget du Haut-Commissariat aux droits de l'homme ne représente que 3,7 % du budget ordinaire de l'ONU (soit 186 millions d'euros) –, le secrétariat lui a demandé des efforts supplémentaires : pour cette session, les temps de parole des ONG seront réduits pour limiter les ressources allouées à la traduction, et le débat général prévu en juin est annulé. A l'heure où l'ONU doit célébrer son 75^e anniversaire, le signal est inquiétant.

Marie Bourreau (Genève, correspondance)